

Chambre des Représentants

SESSION 1967-1968

20 NOVEMBRE 1967

PROJET DE LOI

facilitant le recrutement dans les services publics,
des personnes ayant accompli des services à la
coopération avec les pays en voie de dévelop-
pement.

AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. SAINTRAINT.

Article premier.

Au dernier alinéa, compléter le 1° comme suit :

« telle que complétée par la loi du 7 avril 1964 et étendue
par la loi du 14 avril 1965, à l'exception des personnes qui
sont au service d'institutions d'enseignement supérieur et
de recherche scientifique ayant leur siège dans un pays en
voie de développement ».

JUSTIFICATION.

Une exception est prévue en faveur du personnel enseignant des
universités d'outre-mer qui auraient exercé en Belgique une fonction
publique avant leur entrée à la coopération. En effet, l'accession à
l'enseignement universitaire est une promotion qui consacre la valeur
acquise par un individu, grâce à son activité scientifique. On ne peut
faire fi de cette valeur par un retour à la situation antérieure à la
promotion.

Art. 2.

Modifier comme suit la 1^{re} ligne de cet article :

« En vue de l'application de la présente loi et indépen-
damment des dispositions particulières prévues à l'arti-
cle 9bis les personnes ».

JUSTIFICATION.

Nous renvoyons à la justification de l'amendement insérant un arti-
cle 9bis (nouveau).

Voir :

461 (1966-1967) :
— N° 1 : Projet de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1967-1968

20 NOVEMBER 1967

WETSONTWERP

waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt
vergemakkelijkt van personen die bij de technische
coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten
hebben gepresteerd.

AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER SAINTRAINT.

Artikel 1.

In het laatste lid, het 1° aanvullen met wat volgt :

« zoals zij is aangevuld door de wet van 7 april 1964 en
uitgebreid door de wet van 14 april 1965, met uitzondering
van de personen in dienst van instellingen voor hoger
onderwijs en voor wetenschappelijk onderzoek met zetel
in een ontwikkelingsland. »

VERANTWOORDING.

Er wordt uitzondering gemaakt voor het onderwijzend personeel van
de universiteiten overzee die in België een openbaar ambt zouden
hebben waargenomen vóór hun indiensttreding in de coöperatie. De
toegang tot het universitaire leerambt is immers een bevordering die
de erkenning inhoudt van de waarde welke een persoon dank zij zijn
wetenschappelijk werk verworven heeft. Die waarde mag zo maar niet
over het hoofd gezien worden door een terugplaatsen in de toestand
van vóór de bevordering.

Art. 2.

De eerste regel van dit artikel wijzigen als volgt :

« Met het oog op de toepassing van deze wet en afgezien
van de toepassing van de in artikel 9bis vervatte bijzondere
bepalingen, worden de ».

VERANTWOORDING.

Wij verwijzen naar de verantwoording van het amendement tot invoeg-
ing van een artikel 9bis (nieuw).

Zie :

461 (1966-1967) :
— N° 1 : Wetsontwerp.

Art. 5.

1) Au 3^e, 1^{re} ligne, remplacer le mot « clairement » par les mots « de manière non équivoque ».

JUSTIFICATION.

Le terme « clairement » pourrait donner lieu à contestation.

2) Au 5^e, 3^e ligne, entre le mot « opté, » et les mots « dans les trois mois » insérer les mots « au plus tard, ».

JUSTIFICATION.

La notification doit pouvoir être faite durant la période de congé ou de maintien à disposition précédant la fin des services.

Art. 6.

Au § 1^{er}, 5^e alinéa, 2^e ligne, remplacer les mots « ils ne peuvent être nommés » par les mots « ils ne sont pas en droit d'exiger une nomination ».

JUSTIFICATION.

La disposition est évidemment trop radicale; il est normal qu'on ne puisse contraindre une administration communale mais de là à l'empêcher de procéder à cette nomination si elle le désire, il y a de la marge.

Art. 7.

1) Au 1^{er} alinéa, 10^e ligne, supprimer le mot « accomplis ».

JUSTIFICATION.

Il y a lieu de supprimer ce mot pour qu'il ne puisse y avoir ni doute, ni contestation au sujet des périodes de congé et des périodes de maintien à disposition.

2) Au 2^e alinéa, 3^e ligne, supprimer le mot « pécuniaire ».

JUSTIFICATION.

Il n'y a aucune raison d'envisager cette restriction.

3) Au 3^e alinéa, 5^e ligne, remplacer les mots « trois ans » par les mots « huit ans ».

JUSTIFICATION.

Il faut prévoir une période suffisamment longue : l'expérience en a démontré la nécessité.

Art. 8.

In fine de cet article, remplacer les mots « services accomplis par les intéressés à la coopération » par les mots « services des intéressés à la coopération ».

JUSTIFICATION.

Nous renvoyons à la justification de l'amendement n° 1 proposé à l'article 7.

Art. 9bis (nouveau).

Insérer un article 9bis (nouveau), libellé comme suit :

« Indépendamment des avantages dont elles peuvent bénéficier en qualité de « personnel enseignant » ou de « person-

Art. 5.

1) In 3^e, eerste regel, het woord « duidelijk » vervangen door de woorden « op ondubbelzinnige wijze ».

VERANTWOORDING.

De term « duidelijk » zou aanleiding tot betwisting kunnen geven.

2) In 5^e, derde regel, tussen het woord « zulks » en de woorden « binnen drie maanden » het woord « uiterlijk » invoegen.

VERANTWOORDING.

De betekening moet kunnen worden gedaan gedurende de verlofperiode of de periode tijdens welke de betrokkene zich ter beschikking houdt en welke aan de beëindiging van de dienst voorafgaat.

Art. 6.

In § 1, 5^{de} lid, tweede regel, de woorden « kunnen zij niet worden benoemd » vervangen door de woorden « zijn zij niet gerechtigd om een benoeming te eisen ».

VERANTWOORDING.

Deze bepaling is natuurlijk te radicaal; het is niet meer dan normaal dat men een gemeentebestuur niet kan dwingen, maar iets heel anders is het als men dit bestuur belet tot de benoeming over te gaan wanneer zij het wenst.

Art. 7.

1) In het eerste lid, tiende regel, het woord « vervuld » weglaten.

VERANTWOORDING.

Dit woord moet worden weggelaten om elke twijfel of betwisting te voorkomen omtrent de verlofperiodes en de periodes gedurende welke de betrokkene zich ter beschikking houdt.

2) In het 2^{de} lid, derde regel, het woord « geldelijk » weglaten.

VERANTWOORDING.

Er is geen reden om deze beperking toe te passen.

3) In het 3^{de} lid, vijfde regel, de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

VERANTWOORDING.

Men dient een voldoende lange periode vast te stellen : de ervaring heeft zulks bewezen.

Art. 8.

In fine van dit artikel de woorden « de diensten welke de betrokkenen bij de coöperatie hebben vervuld » vervangen door de woorden « de diensten van de betrokkenen bij de coöperatie ».

VERANTWOORDING.

Wij verwijzen naar de verantwoording van het amendement n° 1 dat op artikel 7 is voorgesteld.

Art. 9bis (nieuw).

Een artikel 9bis (nieuw) invoegen, dat luidt als volgt :

« Ongeacht de voordelen waarop zij als lid van het « onderwijzend personeel » of « van het niet-onderwijzend

nel non enseignant » au sens de l'article 2 de la présente loi, les personnes visées à l'article 1^{er} qui ont accompli des services en qualité de personnel enseignant ou scientifique des universités d'outre-mer, pendant une durée minimum de quatre ans, peuvent, à leur demande et aux conditions fixées ci-après, être nommées parmi le personnel scientifique ou en qualité de chargé de cours associé ou de professeur associé de l'une des universités belges, ou dans les établissements scientifiques de l'Etat.

Cette nomination ne peut s'effectuer :

1^o que de l'avis favorable d'une Commission composée des recteurs des universités de l'Etat, de l'Université Catholique de Louvain et de l'Université Libre de Bruxelles, ou de leurs délégués, et présidée par le Ministre de l'Education nationale ou par son délégué;

2^o et dans le respect des règles qui régissent les nominations dans l'université ou l'établissement scientifique dans lequel l'intéressé est nommé.

A défaut d'emploi vacant pouvant leur être attribué lors de cette nomination, les personnes visées au présent article :

a) peuvent être nommés en surnombre, dans les universités ou établissements scientifiques de l'Etat;

b) et si elles sont nommées en surnombre à l'Université Catholique de Louvain ou à l'Université Libre de Bruxelles, celles-ci bénéficieront, à charge du Trésor, d'un subside équivalent au montant des traitements des intéressés.

Lorsqu'une nomination a été obtenue sur la base du présent article, le bénéficiaire est tenu d'accepter toute affectation à la coopération qui lui serait donnée par le Ministre ayant la coopération avec les pays en voie de développement dans ses attributions, avec l'accord du recteur de l'université, ou du chef de l'établissement scientifique de l'Etat où il a été nommé, et ce, jusqu'à ce qu'il ait accompli au moins dix ans d'activité de service à la coopération. L'agent qui, sans motif jugé valable par la commission prévue au 2^o alinéa ci-avant, refuserait l'affectation outre-mer qui lui est proposée, verrait sa nomination auprès de l'université ou de l'établissement scientifique, annulée d'office s'il s'agit d'une université ou d'un établissement scientifique de l'Etat. S'il s'agit de l'Université Catholique de Louvain ou de l'Université Libre de Bruxelles, le subside dont question à l'alinéa précédent sera retiré en cas de refus d'affectation. »

JUSTIFICATION.

Il est clair qu'il faut régler la situation du personnel de l'enseignement supérieur dans le cadre du présent projet. Le problème est posé depuis de nombreuses années.

Nous nous permettons de renvoyer à notre question parlementaire n° 3 du 8 novembre 1966 parue au Bulletin des questions et réponses n° 6 du 3 janvier 1967 (pages 279-280).

Les solutions appropriées sont recherchées avec diligence depuis bien longtemps par les ministres responsables.

Nous estimons valable la formule préconisée par notre amendement, vu le caractère de souplesse qu'elle présente.

Art. 10.

1) Au 1^{er} alinéa, 1^o, remplacer les mots « avoir été » par le mot « être ».

2) Au même 1^{er} alinéa, 4^o, entre les mots « à la coopération, » et les mots « avant d'y compter », insérer les mots « ou pour raisons de santé, ».

personeel », in de zin van artikel 2 van deze wet kunnen aanspraak maken, kunnen de in artikel 1 bedoelde personen, welke sinds ten minste vier jaar diensten gepresteerd hebben als lid van het onderwijzend of technisch personeel van de overzeese universiteiten, op hun verzoek en onder de hierna bepaalde voorwaarden benoemd worden als lid van het wetenschappelijk personeel of als docent of geassocieerd hoogleraar aan een der Belgische universiteiten of aan de wetenschappelijke Staatsinstellingen.

Deze benoeming kan slechts geschieden :

1^o na gunstig advies van een Commissie die samengesteld is uit rectoren van de rijksuniversiteiten, de Katholieke Universiteit te Leuven en de Vrije Universiteit van Brussel, of hun gemachtigden, en voorgezeten door de Minister van Nationale Opvoeding of zijn gemachtigde;

2^o en met inachtneming van de regels welke gelden voor benoeming aan de universiteit of de wetenschappelijke instelling waarbij de betrokkene benoemd wordt.

Indien bij die benoeming geen ambt vacant is dat hun kan toegewezen worden, kunnen de in dit artikel bedoelde personen :

a) in overtal benoemd worden aan de rijksuniversiteiten of bij de wetenschappelijke rijksinstellingen;

b) en indien zij in overtal benoemd zijn aan de Katholieke Universiteit te Leuven of de Vrije Universiteit van Brussel, ontvangen deze universiteiten ten laste van de schatkist een subsidie welke gelijk is aan het bedrag der wedde van de betrokkenen.

Wanneer op grond van dit artikel een benoeming verkregen werd, is de betrokkene verplicht elke tewerkstelling bij de coöperatie te aanvaarden, welke hem aangeboden wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de samenwerking met de ontwikkelingslanden behoort, en met de toestemming van de sector van de universiteit, of van het hoofd van de wetenschappelijke rijksinstelling waar hij benoemd is, en zulks tot wanneer hij ten minste tien jaar actieve dienst telt in de ontwikkelingssamenwerking. De benoeming bij de universiteit of de wetenschappelijke instelling kan van rechtswege ongedaan gemaakt worden indien het personeelslid zonder een door in bovenstaande 2^o lid bedoelde commissie geldig erkende reden de hem voorgestelde tewerkstelling overzee weigert, mits het gaat om een universiteit of een wetenschappelijke instelling. Geldt het de Katholieke Universiteit te Leuven of de Vrije Universiteit van Brussel, dan wordt de in voorgaand lid bedoelde subsidie in geval van weigering van tewerkstelling ingetrokken. »

VERANTWOORDING.

Het is duidelijk dat de toestand van het personeel van het hoger onderwijs dient geregeld te worden in het kader van dit ontwerp. Dit vraagstuk is trouwens reeds verscheidene jaren hangende.

Wij verwijzen naar onze parlementaire vraag n° 3 van 8 november 1966, verschenen in het Bulletin van Vragen en Antwoorden n° 6 van 3 januari 1967 (blz. 279-280).

De bevoegde Ministers zoeken reeds lang ijverig naar de gepaste oplossingen.

Wij menen dat de in ons amendement voorgestelde oplossing dienstig is aangezien zij soepel is.

Art. 10.

1) In het 1^{ste} lid, 1^o, de woorden « geweest zijn » vervangen door de het woord « zijn ».

2) In hetzelfde 1^{ste} lid, 4^o, tussen de woorden « aan de coöperatie » en de woorden « nog voor zij er » de woorden « of om gezondheidsredenen » invoegen.

JUSTIFICATION.

Il est clair qu'il faut être en service à la coopération après l'entrée en vigueur de la loi.
Les raisons de santé paraissent avoir été oubliées.

3) Entre les deux premiers alinéas, insérer un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Toutefois, pour les personnes qui ont cessé leurs services entre le 1^{er} avril 1967 et le 31 décembre 1968, la condition prévue sub 3^e n'est pas exigée. Les intéressés sont reclassés dans le service public pour lequel ils optent au moment de leur demande d'inscription dans la réserve spéciale de recrutement. »

JUSTIFICATION.

Il n'a pas été et il ne sera pas possible avant plusieurs mois d'organiser l'épreuve d'admission prévue sub 3^e.

4) Au 2^e alinéa, 2^e ligne, remplacer les mots « trois ans » par les mots « huit ans ».

JUSTIFICATION.

Nous renvoyons à la justification de l'amendement n° 3 proposé à l'article 7.

5) Au 3^e alinéa, 1^{re} et 2^e lignes, entre le mot « forclusion, » et les mots « dans les trois mois » insérer les mots « au plus tard ».

JUSTIFICATION.

Nous renvoyons à la justification de l'amendement n° 2 proposé à l'article 5

Art. 11.

In fine du 1^{er} alinéa, ajouter ce qui suit :

« — les modalités d'application nécessaires au fonctionnement du régime prévu à l'article 9bis ».

JUSTIFICATION.

Nous renvoyons à la justification de l'amendement insérant un article 9bis (nouveau).

Art. 12.

1) Aux 1^{re} et 2^e lignes, remplacer les mots « le jour de sa publication au *Moniteur belge* » par les mots « le 1^{er} avril 1967 ».

JUSTIFICATION.

La loi doit s'appliquer à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, c'est-à-dire le 1^{er} avril 1967 (cfr. art. 120.)

2) A la 3^e ligne du texte néerlandais, remplacer le chiffre « 3 » par le chiffre « 7 ».

VERANTWOORDING.

Het is duidelijk dat men bij de coöperatie in dienst moet zijn na de inwerkingtreding van de wet.
De gezondheidsredenen zijn blijkbaar vergeten.

3) Tussen de eerste twee leden, een nieuw lid invoegen, dat luidt als volgt :

« Nochtans is de in 3^e bedoelde voorwaarde niet vereist voor degenen die hun diensten tussen 1 april 1967 en 31 december 1968 hebben gestaakt. De betrokkenen worden in de door hen gekozen overheidsdienst weder tewerkgesteld wanneer zij hun verzoek tot indeling bij de speciale wervingsreserve indienen ».

VERANTWOORDING.

Het is niet mogelijk geweest de in 3^e bedoelde proef voor toelating te organiseren en het zal nog maanden duren eer dat mogelijk is.

4) In het 2^{de} lid, 2^{de} regel, de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

VERANTWOORDING.

Wij verwijzen naar de verantwoording van amendement n° 3 op artikel 7.

5) In het 3^{de} lid, 2^{de} regel, tussen de woorden « te zijn » en de woorden « binnen de drie maanden » de woorden « ten laatste » invoegen.

VERANTWOORDING.

Wij verwijzen naar de verantwoording van amendement n° 2 op artikel 5.

Art. 11.

In fine van het eerste lid, het volgende bijvoegen :

« — de toepassingsmodaliteiten die nodig zijn voor de werking van de in artikel 9bis bepaalde regeling. »

VERANTWOORDING.

Wij verwijzen naar de verantwoording van het amendement tot invoeging van een artikel 9bis (nieuw).

Art. 12.

1) Op de 1^{ste} en de 2^{de} regel, de woorden « de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* » vervangen door de woorden « op 1 april 1967 ».

VERANTWOORDING.

De wet moet van toepassing zijn op de datum van in werkingtreding van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden d.i. op 1 april 1967 (cf. art. 120).

2) Op de derde regel van de Nederlandse tekst, het cijfer « 3 » vervangen door het cijfer « 7 ».

A. SAINTRAINT.